

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/76

19 mars 2003

(03-1605)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

PROPOSITION CONCERNANT L'EXTINCTION

Document du Brésil, du Chili, de la Colombie, de la Corée, du Costa Rica,
de Hong Kong, Chine, d'Israël, du Japon, de la Norvège, de Singapour,
de la Suisse, du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu,
Kinmen et Matsu, de la Thaïlande et de la Turquie

Les délégations du Brésil, du Chili, de la Colombie, de la Corée, du Costa Rica, de Hong Kong, Chine, d'Israël, du Japon, de la Norvège, de Singapour, de la Suisse, du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, de la Thaïlande et de la Turquie ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 mars 2003.

La présente proposition concerne l'extinction des ordonnances antidumping. Comme on se le rappellera, ce point a été identifié dans le document TN/RL/W/6. D'autres Membres s'y sont référés dans les documents TN/RL/W/47 et TN/RL/W/66.

La présente proposition présente un moyen de surmonter ou de résoudre le problème de l'utilisation de plus en plus répandue de l'exception du réexamen à l'extinction en vue de maintenir l'ordonnance en vigueur. Les discussions au sein du Groupe de négociation peuvent aider à améliorer cette proposition. En conséquence, nous nous réservons le droit de modifier ou de compléter la proposition selon qu'il sera approprié.

Il ressort clairement de l'élaboration et/ou de l'analyse de dispositions spécifiques que l'amendement du texte existant risque d'avoir une incidence sur d'autres articles de l'Accord antidumping qui n'ont pas jusqu'à présent été traités explicitement. Ces liens ne peuvent pas être examinés de façon approfondie tant que nous n'aurons pas une idée globale des amendements proposés. En conséquence, nous nous réservons aussi le droit de présenter des propositions sur des dispositions qui n'ont peut-être pas été traitées explicitement jusqu'à présent en vue d'apporter des éclaircissements ou des améliorations.

Point: Extinction (Durée des mesures antidumping)

Disposition pertinente: Article 11.3 (Également en relation avec l'article 5)

Présentation du problème dans le document d'amis concernant la lutte contre le dumping (TN/RL/W/6)

Selon la règle générale figurant dans l'actuel Accord antidumping, les ordonnances antidumping devraient être abrogées après cinq ans. Toutefois, l'utilisation de plus en plus répandue de l'exception (réexamens à l'extinction en vue de maintenir l'ordonnance en vigueur) fait du maintien en vigueur de l'ordonnance une pratique *de facto*. Comment peut-on justifier cela?

Exemple illustratif du problème

Supposons que la société A produit des montres et qu'elle s'est vu imposer un droit antidumping de 50 pour cent sur l'exportation de ses montres. Du fait de ce droit élevé, la société A a cessé d'exporter, si bien que ses anciens clients se sont tous tournés vers des producteurs nationaux. Entre-temps, la société A s'est fait sa propre clientèle dans des pays tiers et elle construit de nouvelles usines de montres pour ses exportations à destination de ces pays. Après cinq ans, les autorités chargées de l'enquête entreprennent un réexamen à l'extinction, auquel la société A ne participe pas car elle n'a pas l'intention d'exporter vers le pays considéré. Pourtant, les autorités chargées de l'enquête décident de maintenir le droit antidumping, jugeant recevables les allégations de la branche de production nationale selon lesquelles la société A recommencerait à pratiquer un dumping dommageable si le droit antidumping était supprimé.

Un tel droit antidumping devrait-il être maintenu? Comment l'absence d'exportations peut-elle être réputée établir que les exportations dommageables risquent de reprendre dans l'avenir? Une simple allégation ou une faible probabilité suffisent-elles? Dans ces conditions, quand l'ordonnance serait-elle jamais révoquée? Et si elle ne l'est jamais, à quoi sert une procédure d'extinction?

Éléments de solution proposés

- Premier élément: Toutes les mesures antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage et seront sans exception supprimées cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle l'ordonnance aura été imposée.
- Second élément: Un Membre n'ouvrira pas de nouvelle enquête antidumping soit de sa propre initiative, soit sur la base d'une demande, avant un an au plus tôt après la suppression de la mesure antidumping, sauf s'il existe des circonstances exceptionnelles qui justifient l'ouverture d'une enquête dans un délai plus bref, qui ne sera pas inférieur à six mois. L'Autorité fournira une description complète des circonstances exceptionnelles et présentera les raisons justifiant l'ouverture de l'enquête dans ce délai plus bref dans l'avis au public concernant l'ouverture d'une enquête.

Explication

- L'actuel article 11.3 indique clairement que la suppression d'une mesure après cinq ans est une règle générale. Toutefois, les résultats de la mise en œuvre de l'article 11.3 ont été décourageants en raison de l'utilisation de la clause d'exception et de son manque de clarté.
- Le critère "probable" est intrinsèquement prédictif. Par nature, il ne peut pas être appliqué uniquement sur la base des faits, mais seulement en impliquant un certain degré de conjecture. Selon la pratique de certains Membres, la détermination de la probabilité de l'existence d'un dumping impose une charge déraisonnable aux défenseurs en exigeant d'eux qu'ils démontrent que si les mesures sont supprimées le dumping ne subsistera pas ou ne se reproduira pas, c'est-à-dire qu'ils ne reviendront pas à l'ancien prix.
- Ainsi, même si les règles sont clarifiées et améliorées, il sera facile pour les requérants de s'acquitter de la charge de la preuve en arguant simplement de la

probabilité de l'existence d'un dumping et d'obtenir que la mesure soit prorogée. Les résultats déplorables depuis 1995 s'agissant de la suppression de mesures antidumping au moyen des réexamens à l'extinction illustrent le problème de façon convaincante.

- Le seul moyen pratique de faire en sorte que les mesures antidumping soient limitées dans le temps d'une manière qui est compatible avec le texte de l'article 11.3 et qui fournisse aux exportateurs la possibilité d'entrer valablement en concurrence sur le marché est d'améliorer la règle de sorte que toutes les mesures antidumping soient supprimées cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle elles seront entrées en vigueur.
 - La présentation d'une demande a en elle-même un effet débilant important sur les exportations sur le marché. Étant donné que les exportateurs sont souvent désavantagés lorsqu'il s'agit d'entrer en concurrence sur le marché ou que, dans certains cas, ils sont totalement exclus du marché pendant la durée d'application de la mesure antidumping, il est nécessaire de prévoir, après la suppression d'une mesure, une période de "délai de grâce" durant laquelle il sera interdit d'ouvrir de nouvelles enquêtes, afin de garantir que l'exportateur puisse pleinement participer au marché avec un degré de certitude substantiel.
 - Après l'abrogation d'une ordonnance antidumping, il faut donner aux exportateurs la possibilité d'entrer en concurrence sur un marché dans des conditions de concurrence normales pendant un certain laps de temps avant qu'une nouvelle enquête puisse être ouverte. C'est la pratique d'un exportateur en matière de prix après la suppression d'une mesure antidumping qui entre en ligne de compte pour toutes plainte et enquête antidumping ultérieures. On ne peut pas raisonnablement évaluer si un exportateur pratiquera le dumping après l'expiration de l'ordonnance antidumping s'il ne lui a pas été donné la possibilité d'entrer en concurrence sur le marché dans des conditions normales. Le délai de grâce avant qu'une nouvelle enquête puisse être ouverte doit correspondre au moins à la durée normale de la période prévue pour la collecte des données utilisées au cours d'une enquête, qui est d'une année. En outre, dès lors qu'un exportateur a été forcé de renoncer à exporter vers un marché à la suite d'une ordonnance antidumping, il n'y a pas, en tout état de cause, de renseignements disponibles sur la pratique actuelle en matière de prix de l'exportateur sur ce marché particulier.
-